



## RAPPORT NARRATIF INTERMEDIAIRE DU PROJET :

### Projet Renforcement de la Résilience et de la Cohésion Sociale dans les zones frontalières du Niger et du Tchad "RECOSOC"



*Distribution du Cash Inconditionnel au Niger et au Tchad*

**Période : Décembre 2019 - Décembre 2020**

## Table des matières

|  |    |
|--|----|
| .....  | 1  |
| I. Évaluation de la mise en œuvre des activités de l'action et des résultats ..... | 4  |
| 1.1. Résumé de l'action.....   | 4  |
| II. Résultats et activités.....  | 5  |
| 2.1. Activités de démarrage.....   | 5  |
| 2.2. Activités cadre logique.....  | 9  |
| III. Matrice de cadre logique à jour .....   | 16 |
| 3.1. Suivi, Évaluation Apprentissage Redevabilité.....                             | 16 |
| 3.2. Baseline .....  | 17 |
| IV. Bénéficiaires/entités affiliées, stagiaires et autre coopération .....         | 18 |
| V. Visibilité.....   | 18 |
| VI. Difficultés rencontrées et écarts .....  | 18 |
| 6.1. Difficultés liées aux facteurs internes .....                                 | 18 |
| 6.2. Difficultés liées aux facteurs Externes.....                                  | 19 |
| VII. Perspectives .....  | 19 |
| VIII. ANNEXES.....   | 20 |

### Liste des acronymes utilisés dans le rapport

CI: Cash Inconditionnel

CFW: Cash for Work

CLA: Comité Local d'Action

CPA: Comité Provincial d'Action

HEA: Household Economy Approach

OSC: Organisation de la Société Civile

PDU : Programme de Développement d'Urgence

SPONGAH : Secrétariat Permanent des Organisations Non Gouvernementales et des Affaires Humanitaires

Description

- 1.1. Nom du coordonnateur du contrat de subvention: OXFAM Intermon
- 1.2. Nom et fonction de la personne de contact: Elkana Mooh, Directeur Oxfam au Tchad
- 1.3. Nom du/des bénéficiaire(s) et de l'entité/des entités affiliée(s) de l'action: les organisations internationales OXFAM, CARE, International Alert et les partenaires locaux ARDEK, et Hed Tamat
- 1.4. Intitulé de l'action: **Renforcement de la résilience et de la cohésion sociale dans les zones frontalières du Niger et du Tchad "RECOSOC"**
- 1.5. Numéro du contrat: **T05-EUTF-SAH-REG-18-08**
- 1.6. Date de début et date de fin de la période de référence: 6 Décembre 2019 au 5 Décembre 2020
- 1.7. Pays ou région(s) cible(s): Les Provinces du Lac et Kanem au Tchad et les régions de Diffa et Agadez au Niger
- 1.8. Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles<sup>1</sup> (si différents) (y compris le nombre de femmes et d'hommes):

Groupes cibles : **19248 ménages (9166 au Tchad et 10082 au Niger), soit 115 489 individus bénéficiaires (54279 Hommes, 61209 Femmes)**. Avec comme cible les ménages ruraux vulnérables (Les ménages très pauvres autochtones, réfugiés, déplacés internes ou retournés, enfants de moins de cinq ans); les associations et organisations communautaires ; Cantons, municipalités et services déconcentrés de l'État.

Bénéficiaires finaux : *Les ménages très pauvres et pauvres, agropasteurs et pasteurs, les ménages à risque de migration, en insécurité alimentaire et nutritionnelle, les groupements féminins, les femmes allaitantes et enceintes, les districts sanitaires, les organisations de la société civile, les services techniques de l'État, les autorités (administratives et coutumières) et les structures locales de développement, dans les 4 régions des deux pays du projet.*

- 1.9. Pays dans lequel/lesquels les activités se déroulent (si différent(s) du point 1.7): Niger et Tchad

---

<sup>1</sup> Les «groupes cibles» sont les groupes/entités pour lesquels (le)s le projet aura un effet direct et positif au niveau de son objectif, et les «bénéficiaires finaux» sont ceux qui bénéficieront du projet à long terme au niveau de la société ou d'un secteur dans son ensemble.

## I. Évaluation de la mise en œuvre des activités de l'action et des résultats

### 1.1. *Résumé de l'action*

Le projet de Renforcement de la Résilience et de la Cohésion Sociale dans les zones frontalières du Niger et du Tchad "RECOSOC" s'inscrit dans une logique d'intervention commune du Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces transfrontaliers des 5 pays du G5 Sahel. Ce projet est mis en œuvre par un consortium d'ONGs regroupant Oxfam, CARE, HED TAMAT, International Alert (IA), et ARDEK. Il vise à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que l'accès aux services sociaux de base et à renforcer la cohésion sociale dans les zones des plus fragiles du Niger et du Tchad, en prenant particulièrement en considération les dimensions genre et conflit afin de s'insérer dans une approche de consolidation de la paix et de la protection sociale des couches vulnérables. Le projet est entré dans sa phase d'exécution en décembre 2019 pour une durée de 4 ans (Décembre 2019/2023) financé par l'Union Européenne à travers son **Programme de Développement d'Urgence (PDU)** pour un montant de **12 734 094 Euros**.

A la fin de cette première année de mise en œuvre, l'action RECOSOC enregistre des réalisations (outputs) en termes d'identification et ciblage des bénéficiaires, de protection sociale et accès aux services sociaux de base. Cette année correspondant aux activités de démarrage du projet dans les deux pays (Tchad et Niger), a été fortement perturbée par l'avènement de la Pandémie du COVID19 et le corollaire de mesures prises par les autorités des deux Pays, à l'instar de la plupart des pays du monde, pour contrer la propagation du virus. On peut retenir comme mesures :

- L'annulation jusqu'à nouvel ordre de tous les événements internationaux programmés pour se tenir dans les deux pays ;
- Le confinement de toute personne venant d'un pays où sévit l'épidémie pendant au moins 14 jours ;
- L'interdiction formelle de tous les regroupements notamment à caractère politique, sportif et culturel susceptibles de rassembler plus de 1.000 personnes ;
- La suspension des missions officielles vers les pays affectés par la pandémie jusqu'à nouvel ordre ;
- L'interdiction des ateliers/réunions et tout regroupement de plus de 50 personnes ;
- La fermeture de toutes les écoles, lieux de culte et la mise en quarantaine des villes ;
- L'interdiction des transports terrestres à l'exception du transport des marchandises ;
- La suspension de circulation des bus et Minibus (transport en commun) ;
- Et enfin la fermeture des aéroports et des frontières terrestres.

Malgré ces mesures qui ont impacté le démarrage effectif des activités, et suite aux déconfinements progressifs, des activités importantes dont la plupart liées au démarrage ont été réalisées dont entre autres :

- Les ateliers de lancement régionaux du projet au Niger comme au Tchad ;
- Le Ciblage géographique et des ménages bénéficiaires dans les zones du projet ;
- L'organisation des ateliers MEAL pour élaborer le Système MEAL du projet ;
- La Baseline ;
- Les distributions de Cash Inconditionnel aux ménages les plus vulnérables ;
- Les distributions aux intrants d'urgence ;
- La mise en place des FARN ;
- L'atelier d'élaboration de la stratégie d'influence du projet ;
- Les réunions des unités de coordination et comité de Pilotage du projet

D'une manière générale, l'implication des autorités administratives et municipales, des services techniques de l'Etat, ainsi que l'étroite collaboration des ONG partenaires et de la communauté dans le cadre de la mise en œuvre des activités programmées ont permis d'atteindre les cibles prévues pour cette première année (réf plan de travail) avec un impact positif et assurer une appropriation des actions du projet.

L'approche du projet RECOSOC reste toujours pertinente car elle est en lien avec les besoins des communautés via le déroulement des paquets d'activités renforçant la protection sociale, l'accès aux services sociaux, le système de production d'agro-élevage afin de faire face aux défis de la lutte contre la pauvreté et du cercle vicieux qui pèse sur le développement socioéconomique des couches les plus vulnérables. Cette

vulnérabilité s'est intensifiée cette année 2020 par les effets liés à la crise de COVID19 suite aux mesures prises par les différents pays notamment la fermeture des frontières qui a eu comme conséquence la hausse des prix des denrées alimentaires dans la zone du projet, la limite de la mobilité pastorale le long des frontières des deux pays, la baisse des revenus des ménages etc...

En plus de la crise sanitaire, cette période a été fortement perturbée par la volatilité de la situation sécuritaire dans les zones du projet (au Niger comme au Tchad). Cette situation a beaucoup remis en cause la planification du projet avec une forte réduction de déplacement de l'équipe du projet pour des raisons des convois militaires obligatoires dans certaines zones et des opérations militaires de sécurisation après les exactions répétées de GANes dans la zone. Cela a occasionné des suspensions intermittentes des activités pendant cette période.

A la fin de la période de référence de ce rapport, il faut noter que des recrutements sont encore en cours pour le partenaire International Alert, retardés par la fermeture des frontières et les restrictions des voyages au Niger et au Tchad, comme les autres pays du monde.

Durant cette première année de mise en œuvre, les changements majeurs à signaler sont : En termes de collaboration, la rupture de partenariat entre Oxfam Tchad et Solidarités Régionales suite aux allégations constatées, le non-respect des procédures, le manque de contrôle, de transparence et d'intégrité dans la mise en œuvre des activités du partenaire. Oxfam Tchad est en cours d'identification d'un autre partenaire pour la mise en œuvre des activités dans sa zone.

En terme de perspectives pour l'année 2, l'accent sera mis sur la mise en œuvre des activités de CFW, la promotion des moyens d'existence des ménages vulnérables, le développement des AGRs, les analyses de conflits et le renforcement des capacités des acteurs.

## **II. Résultats et activités**

---

### ***2.1. Activités de démarrage***

L'objectif principal était de créer les conditions favorables à un bon démarrage et une mise en œuvre transparentes des actions du projet à travers certains préalables comme la signature d'un protocole de mise en œuvre du projet avec les autorités compétentes, la Direction des ONGs et Association de Développement (DONG/AD) au Niger et le Secrétariat Permanent des ONG et Affaires Humanitaires (SPONGAH) au Tchad, le recrutement du personnel, l'acquisition des équipements et des locaux, entre autres.

#### *Signature du protocole d'exécution*

Au niveau des deux Pays, Oxfam en tant que lead du Consortium a pu signer des protocoles d'Accord Type liant les ONGs et Association à l'Etat du Niger comme à celui du Tchad à travers respectivement la DONG/AD et le SPONGAH. Conformément à la réglementation en vigueur dans ces deux pays, chaque projet qui démarre doit signer un protocole de mise en œuvre avec la représentation la plus appropriée de l'État au niveau national, régional, départemental ou communal selon l'étendue de la zone d'intervention du projet. Dans le cadre du présent projet, ledit protocole a été signé au niveau national vu que sa zone d'intervention couvre deux régions du Niger et deux provinces au Tchad.

Ces protocoles ont permis aux partenaires d'entreprendre des missions d'information au niveau régional, départemental et communal, dès le mois de janvier pour présenter le projet aux autorités administratives, coutumières et techniques. Suite à ces missions de prise de contact, les autorités administratives, communales, locales et les partenaires techniques de l'État ainsi que les autres ONG, ont manifesté leur bonne volonté et disponibilité à accompagner le projet dans sa mise en œuvre pour une bonne réussite.

#### *Recrutement du Personnel*

#### ***Au niveau de la coordination :***

Le Coordinateur du Consortium a pris fonction en mars 2020 et cela a permis de lancer, suivant les procédures, le processus de recrutement des autres staffs de la coordination notamment le Coordinateur MEAL, mais aussi les activités de démarrage. Le personnel de la Coordination est en place et les deux sont basés à N'Djamena.

#### ***Au niveau des équipes pays***

Après la signature du contrat MoU entre les différentes parties prenantes, la mise en œuvre de l'action a commencé par le recrutement du personnel et leur induction sur le projet et la stratégie de mise en œuvre. Le recrutement du personnel a été suspendu pendant un bon moment à cause de la pandémie de la COVID19 avant d'être relancé en fin mai et début juin 2020. Pour avancer, un plan de contingence a été mis en place afin de continuer le recrutement du personnel. Ceci a permis d'atteindre plus de 90% du personnel recruté par les partenaires. Pendant le trimestre qui fait l'objet du présent rapport, International Alert a procédé au recrutement des deux Conflict Advisors. Le recrutement du chargé Suivi et Évaluation spécialiste en conflit est prévu, pour le trimestre prochain, ce qui complétera la cellule technique du consortium.

### *Activités de lancement du projet*

Les mesures prises par le Tchad et le Niger notamment l'isolement des villes et l'interdiction des regroupements en raison du COVID19 n'ont pas permis de conduire les lancements aussi bien au niveau national que régional comme prévu dans le plan de travail du projet, ainsi que toutes les activités nécessitant un rassemblement de personnes particulièrement le ciblage des ménages.

Ce n'est qu'entre les mois de Juillet, Août et Septembre avec la levée de certaines mesures que les ateliers de lancement régionaux ont pu avoir lieu au Niger et au Tchad. Ces cérémonies de lancement ont permis d'avoir l'engagement des autorités locales et des services techniques pour appuyer les partenaires dans la mise en œuvre du projet. Au cours de ces ateliers, les autorités administratives ainsi que les responsables des services techniques déconcentrés de l'Etat ont tout d'abord apprécié l'initiative d'avoir organisé une rencontre de présentation globale du projet et ensuite affirmé leur disponibilité à appuyer les partenaires membres du consortium dans l'exécution du projet afin que celui-ci impacte positivement la vie des couches vulnérables de les zones d'intervention du projet. Ces rencontres ont également été marquées par la conduite après chaque cérémonie de lancement d'un exercice d'identification des probables risques qui pourraient mettre à mal l'exécution de ce projet. Cet exercice a été fait à toutes les étapes au Niger et au Tchad, ce qui a permis d'avoir une base de suivi de contexte par les membres du consortium (voir le tableau de suivi des risques en annexe).



*Photos : Images des participants aux ateliers de lancement au Tchad (Mao et Bol) au Kanem et Lac*



*Photos : Quelques images des cérémonies de lancement au Niger (Diffa et Agadez)*

*la Zone d'intervention du projet*

Le ciblage géographique conduit par les équipes sur le terrain en collaboration avec les autorités administratives, les STE, CRA, CDA et CLA a permis de retenir les villages dans ces zones d'intervention : voir Fig1.

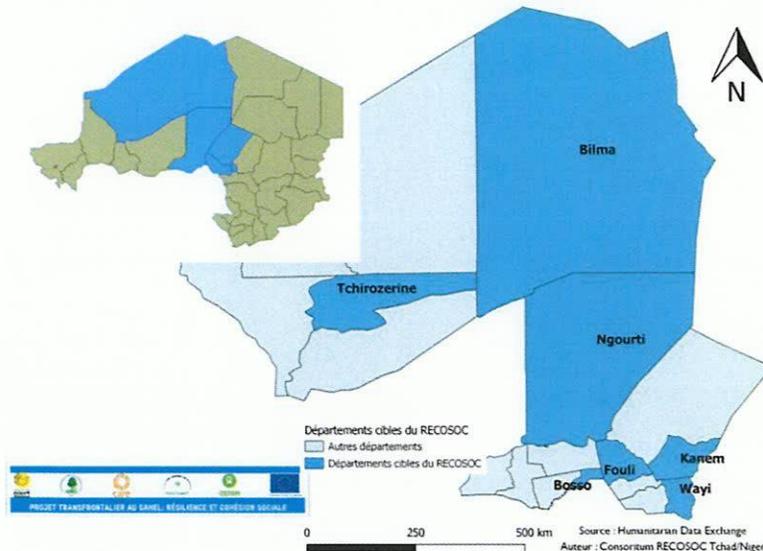


Fig 1 : Zone d'intervention RECOSOC

*Ciblage géographique des villages et des ménages bénéficiaires*

La sélection des villages bénéficiaires s'est opérée, en lien avec un document guide descriptif de la démarche intitulé « Guide Méthodologie de Ciblage Géographique et des Ménages » (en annexe). Ce guide méthodologie se base sur une approche participative, inclusive de l'ensemble des parties prenantes des zones d'intervention. Cette méthodologie se décline en deux (2) niveaux de ciblage, à savoir le ciblage géographique et le ciblage des ménages bénéficiaires. Elle fait appel à la méthode Banque mondiale en combinaison de l'approche HEA. La présente méthodologie fournit une base, théorique et pratique de ciblage, à travers une enquête exhaustive des ménages auxquels un questionnaire fondé sur les critères HEA de catégorisation socio-économique des ménages a été administré.

Cependant, cette méthodologie n'est pas exempte de contraintes liées à la crise sanitaire à Covid-19. En effet, les mesures préventives de la covid-19, défavorables aux regroupements de plusieurs personnes, entravent la possibilité d'organiser des assemblées générales d'information et de travail. La mise en quarantaines des principales villes, a, de surcroît, immobilisé les équipes et par ricochet retardé la mission.

Le présent rapport intermédiaire présente, de manière synthétique, la méthodologie du ciblage (géographique et des bénéficiaires), tel que prévue par le guide permettant ainsi une comparaison de la démarche réellement adoptée sur le terrain. Il convient, de ce fait, de rappeler que, les deux niveaux du ciblage se décomposent en plusieurs étapes allant de la préparation, planification, consultation à la mise en œuvre de l'opération. Le tableau ci-dessous, reprend d'une part les étapes prévues et d'autres part, les réalisations effectives sur le terrain :

| Etapes   | Activités prévues par la méthodologie            | Activités effectivement réalisées   |
|--|--|---|
| <b>Niveau 1 : Ciblage géographique</b>                                     |  |   |
| <b>1ere étape : Etablissement des critères et pré-ciblage des villages</b> | Consultation communautaires à travers un atelier | Les autorités municipales, les services techniques, les chefs des cantons, les membres des CLA (au Tchad), les représentant des femmes et des jeunes, les représentants des producteurs ont pris part au premier atelier de ciblage dans les zones du projet au Niger et au Tchad |

|   |   |   |
|---|---|---|
|   | Définition des critères de sélection des villages   | Les participants au premier atelier de ciblage ont affiné les critères de sélection prévus dans le guide selon leur contexte pour le choix des villages bénéficiaires au Niger et Tchad   |
|   | Proposition des villages éligibles selon les critères identifiés                            | Les participants au premier atelier de ciblage ont dressé les premières listes des potentiels villages bénéficiaires c'est-à-dire qui répondent aux critères prédéfinis   |
| <b>2eme étape : vérification et premier niveau de validation des listes</b>                   | Vérification des listes proposées par les représentants des communautés au niveau communale | Les membres des CDA et CPA ont parcourus les listes des villages proposés par le premier atelier de base et apporté leurs contributions correctives dans les 9 communes cibles du projet au Tchad   |
|   | Première validation ou amendement des listes au niveau communale                            | Les premières listes des villages proposés par le premier atelier de base sont validées par les membres des CDA et élus locaux au niveau communale. Au Niger, ce travail a été fait sous la base du RENALOC qui est une base de données de tous les villages administratifs officiellement agréés.  |
| <b>3eme étape : vérification physique et validation définitive des villages bénéficiaires</b> | Organisation d'une mission conjointe  | Des termes de références claires sont élaborés pour l'organisation des missions conjointes de vérification physique des villages. Des invitations ont été envoyées aux différentes parties prenantes externes au projet pour solliciter leur participation à la mission conjointe des villages bénéficiaires. Ont pris part à ces missions les représentants des services techniques, les leaders locaux, la société civile et l'équipe du projet |
|   | Vérification physique des villages pré-ciblés   | Les membres des missions conjointes ont effectué des procédures à la vérification physique des villages pré-ciblés après d'organiser une séance de travail pour le choix des villages.  |
|   | Validation définitive des villages sélectionnés   | Après la visite des villages pré-ciblés, il a été organisé, dans chaque commune, une session de travail de sélection des et validations de la liste des villages bénéficiaires. Ce travail est sanctionné de procès-verbal signé par les autorités communales.  |
| <b>Niveau 2 : Ciblage des bénéficiaires</b>   |   |   |
| <b>1ere étape : les assemblées générales</b>  | Participation active des bénéficiaires au processus du ciblage                              | Des assemblées générales (AG) ont été organisées dans tous les villages ciblés  |
|   |   | Les objectifs du projet et la méthodologie du ciblage ont été expliqués aux communautés à travers les AG  |
|   |   | Deux comités notamment un de ciblage et l'autre de gestion des plaintes constitués de 40 à 50% de femmes ont été mis en place en AG   |
| <b>2eme étapes, catégorisation socioéconomique et listing des ménages</b>                     | Catégorisation communautaires des listes des ménages cibles                                 | Les comités de ciblage avec la collaboration des comités des plaintes avec l'appui des chefs de villages ou de leurs représentants ont établi les listes exhaustives des ménages de leurs villages respectifs   |
|   |   | Des critères de catégorisations socio-économiques des ménages en très pauvres, pauvres, moyens ou nantis suivant les contextes des villages ont été proposés par des informateurs clés et validés en AG.  |
|   |   | Sur la base des critères proposés et validés, l'ensemble des ménages ont été classés dans la catégorie qui sied à son statut  |
| <b>3eme étape : Recensement (enquête) exhaustif des ménages</b>                               | Enquête porte à porte de tous les ménages   | Un questionnaire quantitative a été administré à l'ensemble des ménages pré-ciblés afin de pouvoir faire une catégorisation informatique des ménages sur la base des déclarations du chef de ménage   |

|  |  |   |
|--|--|---|
| <b>4eme étape : Triangulation des catégories communautaire et informatique</b> | Croisement des déclarations des chefs des ménages avec les résultats des calorisations communautaires faites par les comités | A la date de ce rapport, la catégorisation informatique, qui consiste à croiser les informations recueillies auprès des ménages grâce à l'administration du questionnaire avec la catégorisation des comités, n'est pas encore finalisée en raison de la non finalisation du processus du ciblage au Niger. |
|--|--|---|



Ainsi, à travers cette méthodologie participative, les différents partenaires ont pu finaliser le ciblage géographique et des ménages dans les zones d'intervention du projet au Niger comme au Tchad. Cela a permis d'engager des activités de distribution de cash inconditionnel rapidement dans sa zone.

Photo : Catégorisation socio-économique des ménages à Barghot (NIGER)

## 2.2. Activités cadre logique

**OS1: Renforcer les moyens d'existence des populations agricoles et pastorales en renforçant de manière durable et structurelle la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.**

**R1: Favoriser l'accès des ménages très vulnérables à un système de protection sociale**

### Activité A.1 Appui inconditionnel en cash

Après la phase de ciblage des ménages, **3136 ménages (1734 F et 1402 H)** très pauvres (dont 1200 au Tchad et 1936 au Niger) ont été retenus comme bénéficiaires des activités d'urgence dont le cash inconditionnel dans les zones d'intervention du projet au Niger et au Tchad. Les équipes ont procédé d'abord à une sensibilisation des bénéficiaires sur la gestion du budget familial, le dialogue et la cohabitation pacifique. Trois phases de distribution ont été prévues et chaque ménage va recevoir une somme mensuelle de 36 000 F CFA (correspondant à 54,88 euros) au Tchad et 32500 Fcfa (correspondant à 49, 544 euros) au Niger. Ainsi pour les 3136 ménages de la zone d'intervention du projet (au Niger et au Tchad) **283.066.398 Fcfa (soit 431.523 €)** ont été distribués aux ménages très vulnérables.

- Au Niger, cette activité a été intégralement réalisée à Agadez où les 850 ménages (**434 H et 416 F**) ciblés ont reçu les trois tours de distribution de cash inconditionnel prévu dans le document du projet pour un montant de 82.875.000 Fcfa. Par contre à Diffa, les 1086 ménages (**698 H et 388 F**) ont perçu deux tours 70. 590. 000 Fcfa soit un taux de réalisation de 81% soit **153. 465. 000 Fcfa (233956 €) pour le Niger** dont 100% dans la région d'Agadez et environ 67% dans celle de Diffa.
- Au Tchad, les trois tours ont été effectués dans la zone de Lac et dans le Kanem pour un montant de **129.600.000 Fcfa (soit 197.570 €)** pour 1200 (930 F et 270 H) ménages vulnérables (900 dans le Lac et 300 dans le Kanem) soit un montant de 36.000 par ménage et par mois. Sur les 900 du Lac, 333 sont des déplacés.



Paiement du cash inconditionnel à Aaadez

En marge des distributions, des enquêtes Distribution monitoring ont été conduites pour recueillir le niveau de satisfaction des ménages sur l'organisation de l'opération et sur leurs intentions d'utilisation du montant reçu. Dans les deux pays, les bénéficiaires ont déclaré quasi-unaniment être satisfaits de l'organisation des distributions. L'utilisation du cash par les bénéficiaires est plus orientée dans les dépenses liées :

- A l'alimentation de leur ménage;
- A la Santé/Médicaments, puisque les distributions du Cash a coïncidé avec le Pic de paludisme dans beaucoup de villages dans la zone d'intervention
- Abris ; Education ; Achat d'Actifs productifs ; Remboursement de dettes ;

Dans l'ensemble, les intentions de dépenses non alimentaires visent à répondre à la situation du moment avec un pic de paludisme, les préparatifs de la rentrée (qui pourraient justifiés les intentions de dépenses dans les habits, l'éducation) et de l'imminence de la saison froide (habits, abris), le remboursement des dettes avec la perspective des récoltes.



Conduite de l'enquête Distribution Monitoring

Les distributions de cash ont été précédées par des séances de sensibilisation sur la gestion du budget familial pour prendre en compte une utilisation équitable et concertée des ressources par les membres du ménage. Ces sensibilisations ont pour objectif d'encourager la concertation et l'implication de la femme dans les prises de décisions économiques et les décisions de gestion du budget du ménage pour le bien de la famille dans son ensemble.



Photo 1: Séance de sensibilisation sur la gestion du budget familial à Inwitsan

### **Activité A.2 Soutien d'urgence en matériel/intrants pour le développement des moyens d'existence**

Dans le cadre des préparatifs à l'appui en matériel/intrants d'urgence aux ménages vulnérables, il a été organisé des missions d'inventaire des principaux moyens de subsistance de tous les ménages bénéficiaires et d'évaluation de leurs besoins d'appui urgent auxdits moyens, de manière participative et inclusive.

Ces missions d'évaluation ont permis non seulement de déterminer les principales activités économiques exercées par les communautés au niveau des différents sites d'intervention du projet mais aussi et surtout de recueillir les besoins spécifiques des bénéficiaires en termes de kits et intrants pour le démarrage et/ou le renforcement de leurs moyens d'existence. Les résultats de l'évaluation au Tchad comme au Niger montrent que :

**Au Tchad :**

- A Liwa, 78% ménages enquêtés expriment les besoins pour pratiquer l'agriculture, 17 % ménages souhaitent un appui pour pratiquer à la fois l'Agriculture et l'Elevage, 5% ménages enquêtés désirent à la fois l'artisanat et l'agriculture ;
- A Daboua, 61% des ménages manifestent leurs besoins pour l'agriculture, 22% des ménages enquêtés sollicitent un besoin pour l'Elevage, 15% des ménages enquêtés souhaitent pratiquer à la fois l'agriculture et l'élevage et 3% des ménages souhaitent pratiquer à la fois l'artisanat et l'agriculture.

**Au Niger:**

- Agadez, les ménages ciblés vivent principalement à 41%, 32%, 28% et 3% respectivement du maraichage, de l'élevage, de l'artisanat et du travail de mains d'œuvre journalier.
- Diffa, les ménages pratiquent principalement l'agriculture pluviale à 38,86%, l'élevage à 34,62%, le petit commerce à 17,40%, la pêche à 4,42%, le maraichage à 2,58% et l'auto-emploi (artisanat, Couture, Coiffure, mécanique) à 2,12%.

A Agadez, l'évaluation des besoins d'urgence a été conduite avec les communautés et affinée par les services techniques de l'Etat pour toutes les activités répertoriées. Le processus d'acquisition des matériels/intrants est déjà lancé, particulièrement pour les bénéficiaires de la Commune de Tabelot. Dans cette région, au total 400 ménages bénéficieront de ce soutien d'urgence dont 218, 106 et 75 respectivement dans les communes de Tabelot, Bilma et Fachi.

**R2. L'accès des ménages vulnérables aux services sociaux de base est amélioré.**

**Activité 2.1. Sensibilisation sur les pratiques familiales essentielles, l'équité de genre, les violences basées sur le genre et le changement climatique.**

Dans toutes les zones d'intervention, les équipes ont effectué cette activité de sensibilisation en profitant des sessions de distribution des cash et pour minimiser les regroupements compte tenu de la situation sanitaire liée au COVID19.

- ✓ Trois (3) séances de sensibilisations sur les pratiques familiales essentielles, l'équité de genre, les violences basées sur le genre et le changement climatique ont été réalisées durant les trois (3) tours de distribution de cash inconditionnel dans la zone de Kanem et Lac (au Tchad). Ces sensibilisations ont touché au final 2078 personnes dont 1198 femmes et 880 hommes (cf. recap ci-dessous)

Plusieurs thèmes ont été développés à savoir :

**Nutrition :**

- ✓ Les pratiques familiales essentielles sur les avantages de l'allaitement maternel exclusif (AME), l'importance d'une alimentation variée et équilibrée, l'hygiène environnementale et alimentaire.
- ✓ L'alimentation d'un enfant durant les 6 premiers mois de sa vie, la différence entre un enfant allaité exclusivement et celui qui est allaité de façon mixte, les conséquences de la défécation à l'aire libre, les cinq moments critiques de lavage de mains, l'entretien des points d'eau pour éviter certaines maladies, la consommation de l'eau potable pour diminuer les risques des maladies diarrhéiques et enfin l'hygiène des aliments.

**Sécurité alimentaire et moyens d'existence,**

- ✓ La gestion du budget familial et le changement climatique

**Genre**

- ✓ L'équité de genre, les violences basées sur le genre, les dénis de ressources et la prise de décision de la femme

|                                | Dibinintchi | Kekedina    | Total       | %           |
|--------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Nombre des femmes sensibilisés | 474         | 724         | 1198        | 58%         |
| Nombre des hommes sensibilisés | 274         | 606         | 880         | 42%         |
|                                | <b>748</b>  | <b>1330</b> | <b>2078</b> | <b>100%</b> |

- ✓ Dans la région d'Agadez au Niger, une campagne de sensibilisation de masse sur les pratiques familiales essentielles à travers des animations foraines a été réalisée. Elle est conduite en collaboration avec une troupe théâtrale pour véhiculer, au total, cinq (5) thématiques à savoir : *l'allaitement maternel exclusif, l'utilisation des latrines, le lavage des mains, le genre égalité/équité/VBG et le changement climatique*. Cette troupe est en train de sillonner tous les villages d'intervention du projet dans la région d'Agadez pour présenter des pièces théâtrales dans la langue du terroir sur chacune des 5 thématiques.

**Activité.2.2 Dépistage de la malnutrition des enfants et référencement aux structures de prise en charge en cas de besoin :**

Dans les provinces du Lac et du Kanem au Tchad, le premier dépistage (voir tableau) a été fait lors de l'enquête exhaustive des ménages bénéficiaires qui a permis de dépister 3899 enfants, aussi d'identifier les mamans lumières, les relais communautaires et les sites d'installation des FARN dans les 2 communes. Le taux de malnutrition est 5%.

Pour la suite de cette activité, 10 Mamans Lumières (ML) et 6 Relais Communautaires (RC) ont été formés dans la commune de Dibinitchi et la formation est en cours de préparation dans la commune de Kékédina pour 8 Mamans Lumières et 4 Relais Communautaires.

Cette formation leur a permis d'améliorer leurs maitrises en matière de dépistage actif et le référencement des MAG ; de la réalisation des activités de FARN et les recettes de la démonstration culinaire ; et de connaître les bonnes pratiques familiales essentielles et les méthodes d'hygiènes.

L'effet évident est que les mamans lumières et les relais communautaires ont commencé la sensibilisation autour des sites FARN identifiés, quand bien même que la construction des hangars ne sont pas encore faits. La communauté comprend l'importance de la lutte contre la malnutrition et accepte de se rendre dans les centres de santé pour la prise en charge des enfants malnutris référés.



Quelques photos de la formation des Mamans Lumières et des Relais Communautaires et des démonstrations culinaires et dépistage

A Diffa au Niger, le partenaire en charge des activités de lutte contre la malnutrition à travers une approche à base communautaire, HED Tamat, a procédé en collaboration avec les services communaux de la santé publique au choix des villages FARN (Foyer d'Apprentissage et de Réhabilitation Nutritionnelle) et des relais communautaires dans les deux communes, Bosso et N'gourti. 13 villages FARN ont été mis en place :

- ✓ A N'gourti, huit (8) villages, un par Centre de Santé Intégré (CSI) sont retenus à savoir **N'Gourti, Mitimé, Olo, Yogo, Djouraye, Blahardey, Kossotori et Lakani.**
- ✓ A Bosso, tous les 5 quartiers de la ville à savoir **Préfecture, Chefferie, Marché, Bosso Wangou et Réfugié/déplacés** sont retenus pour la mise en place de FARN. Deux (2) relais dont une femme par village ou quartier d'implantation de FARN ont été identifiés.

Dans leur choix, des anciens relais qui ont déjà quelques expériences dans ce type d'activité ont été retenus en priorité. Au total, 26 relais dont 50% sont des femmes ont été choisis : 16 à N'Gourti et 10 à Bosso. Des échanges sont en cours, avec les services techniques de la santé publique pour le recyclage de ces relais sur le dépistage et la prise en charge communautaire de la malnutrition.

### **Activité 2.3. Appui conditionnel en cash sous forme de CFW/CFL**

Les activités préparatoires ont été entamées dans toutes les zones. Il s'agit notamment du processus d'identification des sites potentiels pour la conduite des travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO). C'est ainsi que des réunions ont été organisées dans les communes avec les services techniques et les autorités municipales afin d'identifier les travaux d'intérêts communautaires en lien avec les productions agricoles et leurs Plans de Développement Locaux. Les prochaines étapes pour ces appuis conditionnels sont : l'identification et la validation des ouvrages à réaliser ensemble avec les communautés bénéficiaires, l'élaboration de la liste des participants aux travaux, l'identification et formation des encadreurs et chefs d'équipe, la signature des accords sociaux dépendamment du statut des espaces à aménager, l'exécution et la supervision des travaux et la distribution du cash.

### **A.2.4 Appui aux 16 dispositifs de surveillance de la vulnérabilité déjà en place (remonter les informations, même transfrontalières, au niveau des communes)**

Afin d'apporter un appui conséquent répondant aux attentes des structures de surveillance de la vulnérabilité dans les zones d'intervention du projet, un état des lieux des structures existantes a été réalisé au Niger. Cet état des lieux a permis de ressortir les besoins en appui des différentes structures, notamment les SCAP-RU et OSV. Les prochaines étapes pour cette activité sont, les formations et redynamisation de ses structures en collaboration avec le Secrétariat Régional Permanent du Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires (SPR/DNPGCA).

## **R3 : Protection et promotion des moyens d'existence des ménages vulnérables via un paquet multisectoriel complet**

**Activité A.3.3. Appui à la production agrosylvopastorale, halieutique et l'artisanat** En ce qui concerne le renforcement des moyens d'existence des populations agricoles et pastorales, 20 groupements sont identifiés soit 10 par commune et 8 sites maraichers pour le développement de maraichage dont les appuis en semences et kits outils sont en cours dans la zone de Kékédina et Dibinitchi (au Lac et Kanem). Les appuis techniques se poursuivent tout comme la structuration de ces 20 groupements pour une meilleure résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.



Photo : Remise des outils aratoires aux membres des

groupements au Lac et Kanem

Dans ces deux communes (Kékédina au Kanem et Dibinitchi au Lac) les partenaires CARE et ARDEK ont procédé à la distribution des semences et outils aratoires et des semences du maïs. Ainsi, 4200 g de semences améliorées, 56 pelles avec les manches, 28 seaux, 56 râpeaux avec manche, 55 machettes, 56 arrosoirs, 6 pulvérisateurs (ULV12litres), 10 cordeaux, et 3000 pots en plastiques ont été distribués. Ces différents kits ont été attribués aux 10 groupements identifiés dans la commune de Kékédina lors du ciblage géographique. L'activité sera achevée dans la deuxième commune le trimestre prochain.

## OS 2 : Améliorer la cohésion sociale et la gestion des conflits communautaires liés aux ressources naturelles au Niger et au Tchad

**R4: Renforcement de la cohésion sociale, de la prévention et de la gestion des conflits, de la capacité d'influence et des rapports entre les habitants des communes du projet et les structures décentralisées et les autorités locales**

### **Activité A.11 Définition et implémentation d'une stratégie d'influence et plaidoyer pour la mise en échelle des bonnes pratiques et maximisation des impacts du projet**

Le Projet *RECOSOC* fait partie du vaste Programme d'Urgence pour la stabilisation des espaces transfrontaliers du G5 sahel. C'est tenant compte des questions spécifiques et stratégiques abordées par les différentes actions prévues par ce projet, qu'il est envisagé de définir une stratégie de plaidoyer et d'influence qui permettra d'identifier les thèmes focus en termes de plaidoyer à plusieurs niveaux afin de nourrir les réflexions des gouvernements sur les politiques futures permettant de construire la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et la cohésion sociale des populations les plus vulnérables de la région. C'est dans ce cadre qu'une première rencontre de membres du consortium a eu lieu au Niger du 18 au 20 Novembre 2020 pour amorcer les réflexions sur l'élaboration d'une stratégie d'influence constituant un préalable dans le cadre de la formulation des stratégies globales et opérationnelles du présent projet. Il est prévu que cette action soit exécutée de manière conjointe, participative, active et itérative entre les acteurs de mise en œuvre. De par son caractère binational, le projet *RECOSOC* se propose d'unifier sa stratégie d'intervention et de plaidoyer afin d'harmoniser les objectifs, les approches et les tactiques...

L'atelier avait pour objectif de procéder à l'élaboration d'une stratégie d'influence à travers la mise en commun des approches entre les membres du consortium et l'identification des thèmes et objectifs d'influence. Ainsi à l'étape du Niger les participants ont pu mettre en exergue et ce en cohérence avec la théorie de changement du projet trois (3) objectifs de réflexions : (voir rapport de l'atelier en annexe)

- *D'ici 2023, l'approche d'amélioration de la cohésion sociale du projet RECOSOC à travers la participation effective de toutes les couches sociales notamment les femmes, les jeunes et les personnes déplacées internes ainsi que toutes les autres parties prenantes dans la prévention et la gestion des conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles dans la zone du projet est modélisé et adopté par les états et les OSC du Sahel Central.*

- D'ici 2023, les états (les départements ? les OSC ?) du Tchad et Niger s'engagent à répliquer le développement des chaînes de valeur au profit des femmes, des jeunes issus des ménages très vulnérables basées sur des modèles économiques adaptés au contexte qui ont été testés/validés pour le projet RECOSOC.
- D'ici 2023, institutionnaliser (au niveau départemental ? national ? ...) un soutien en moyen de subsistance aux ménages vulnérables dans la planification des communes et des cantons des zones d'intervention du projet RECOSOC en intégrant la protection sociale inclusive de concert avec le secteur privé.

L'atelier a permis d'analyser les opportunités, les acteurs et les risques autour de ces trois (3) objectifs et une autre rencontre prévue au Tchad en 2021 permettra de faire une mise en commun des analyses de contexte et finaliser la stratégie.



Photo : Participants à la fin de l'atelier de réflexion sur l'élaboration de la stratégie d'influence de RECOSOC au Niger

#### A.4.3. Réalisation et mise à jour des analyses de conflit

Pendant le trimestre en objet, International Alert a procédé au démarrage d'une analyse préliminaire de sensibilité au conflit du projet RECOSOC. Selon le narratif du projet, l'analyse « permettra d'identifier les types de conflits et les facteurs qui y contribuent, les vulnérabilités qui affectent les populations, de ressortir les rôles, les capacités et limites des médiateurs locaux et aussi de cerner toutes les autres opportunités et menaces à la paix et au développement ».

L'objectif de la recherche est de couvrir de manière détaillée les quatre régions cible du projet au Niger et au Tchad, à savoir : les deux régions Lac et Kanem au Tchad, et les deux régions Diffa et Agadez au Niger. Une attention particulière sera donnée aux réalités spécifiques des départements et communes cibles du projet. Dans la mesure du possible, la recherche visera à mettre en lumière les éléments communs et les différences des dynamiques de conflits, et des facteurs de vulnérabilité et résilience, entre les communes et département, afin de permettre au projet de mener des actions sensibles aux différents contextes et de pouvoir s'adapter aux réalités de chaque zone.

La méthodologie adoptée tient sûrement compte des contraintes dues à la pandémie, et à l'impossibilité de voyager et donc de collecter des données primaires. Afin de surmonter ces limites, la recherche dans sa première phase se basera sur une revue de la littérature produite au sujet de la recherche, et sur une série

d'entretiens individuels à des personnes ressources, parmi lesquels les analystes régionaux et internationaux, le personnel du consortium, et les représentants d'autres ONG travaillant dans la région.

L'équipe mettra en relation les résultats de l'analyse de conflit découlant de la revue documentaire et des entretiens, avec le projet RECOSOC, afin de formuler des recommandations concrètes que le projet devra prendre en considération, afin d'améliorer sa sensibilité au conflit. Plus précisément, l'équipe prendra en considération le narratif du projet, le cadre logique, et tout autre rapport d'activités déjà réalisées. Le rapport rédigé sera le résultat de cette analyse.

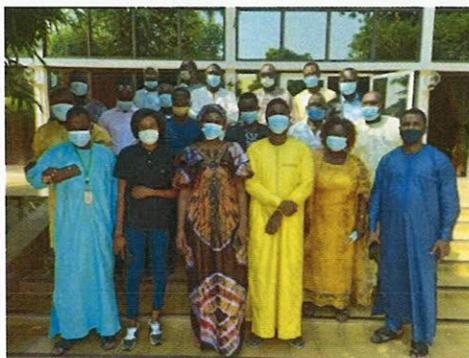
### III. Matrice de cadre logique à jour

#### 3.1. Suivi, Évaluation Apprentissage Redevabilité

Suite aux mesures de déconfinement graduel prises par le gouvernement nigérien à partir de la 2ème moitié du mois de mai, autorisant l'organisation des ateliers et réunions en présentiel, un atelier de conception du système de Suivi-évaluation du projet RECOSOC a été tenu à Niamey du 2 au 4 juin 2020 dans la salle de réunion du bureau national de CARE International (voir rapport de l'atelier en annexe). On note la participation des partenaires du consortium notamment CARE, OXFAM et HED Tamat au Niger.

Rappelons qu'à cette période le partenaire IA pour des raisons liées au COVID 19, n'a pas encore pu mettre en place son staff, mais a pu participer aux étapes de validations des Tdrs, d'élaboration du cadre conceptuel en téléconférence.

L'objectif global de l'atelier est d'initier la mise en place d'un système harmonisé dynamique de Suivi, Évaluation, Apprentissage et Redevabilité (SEAR) sur la base des outils techniques des principaux membres du Consortium à savoir Care et Oxfam. Cet atelier vise aussi à permettre aux participants d'avoir une compréhension commune du concept et des approches méthodologiques du projet. Tous les membres du consortium se doivent de s'approprier ce système pour faciliter une mise en œuvre cohérente des activités tout au long du projet. Les résultats de cet atelier ont permis de base de réflexion pour une mise en commun à un mini-atelier avec les équipes du Tchad tenu en Octobre afin qu'ils en prennent connaissance, mais aussi qu'ils prennent en compte quelques spécificités liés au contexte du pays. (voir rapport de l'atelier MEAL)



Participants à l'atelier MEAL (Niamey, Niger).

Participants atelier de consolidation N'Djamena (Tchad)

Ces ateliers ont permis d'élaborer un certain nombre d'outils pour le SEAR dont les plans de redevabilité, de durabilité, d'apprentissage, le Cadre Conceptuel des indicateurs, le PSE mais aussi une Théorie de Changement du projet. Il a aussi donné lieu à la revue et à l'amendement de certains documents dont le plan de communication, le cadre logique du projet, le guide méthodologique du ciblage, le chronogramme des activités SEAR. Notons que le plan de communication et le Cadre Logique n'ont pas connu de modification

suite à cet exercice. Un document narratif sera produit à partir des livrables de cet atelier SEAR tenu au Niger et du Tchad pour consolider les outils et élaborer le système MEAL Global du projet. Ces outils conçus lors de l'atelier, ont été partagés aux membres du Consortium afin d'avoir leur contribution et consolider des outils acceptés par tous.

### 3.2. Baseline

Cette évaluation initiale du RECOSOC, qui a pour objectif d'analyser la situation socio-économique, nutritionnelle, alimentaire, le niveau d'accès aux services sociaux de bases et les modes et mécaniques de gestion des conflits dans les zones cibles (au Tchad et au Niger), afin d'avoir une situation de références des indicateurs du cadre logique. La Baseline est ainsi une base de comparaison aux évaluations intermédiaire et finales, mesurant les changements futurs, impulsés ou pas par le projet. Ces résultats serviront un socle d'information pour un meilleur recadrage des activités du projet, prenant en compte les éléments du contexte, offrant ainsi une opportunité d'expression aux communautés cibles. C'est également l'occasion de vérifier un certain nombre des hypothèses du cadre logique, comme par exemple, la situation sécuritaire à Bosso (Niger) et à Daboua (Tchad), est-elle suffisamment bonne pour organiser les visites d'échanges d'expériences dans les zones transfrontalières.

Cette Baseline permettra dans le même élan, sur base des observations et des analyses terrain, d'accompagner le démarrage du projet en éclairant des éléments spécifiques des contextes locaux. Elle permettra de ce fait, d'appréhender les capacités de résiliences des communautés cibles, visant ainsi à mieux analyser, les bases et approches d'accompagnement appropriés, au développement local, à la cohésion sociale et les enjeux de gouvernance locale, des communes cibles du projet au Niger et au Tchad. Ainsi au total, 980 ménages pauvres et très pauvres, potentiels bénéficiaires du projet RECOSOC, sont enquêtés dans les régions d'Agadez, de Diffa, du Kanem et du Lac, respectivement au Niger (43%) et au Tchad (57%).

Dans le rapport (ci-joint en annexe) les analyses partielles (certains ménages n'ont pas été enquêtés compte tenu de la question sécuritaire préoccupante dans certaines parties de la zone) des résultats des données Baseline extrapolables aux ménages vulnérables à l'insécurité alimentaires et nutritionnelles dans les neuf communes cibles du projet au Tchad et au Niger nous montrent les tendances.

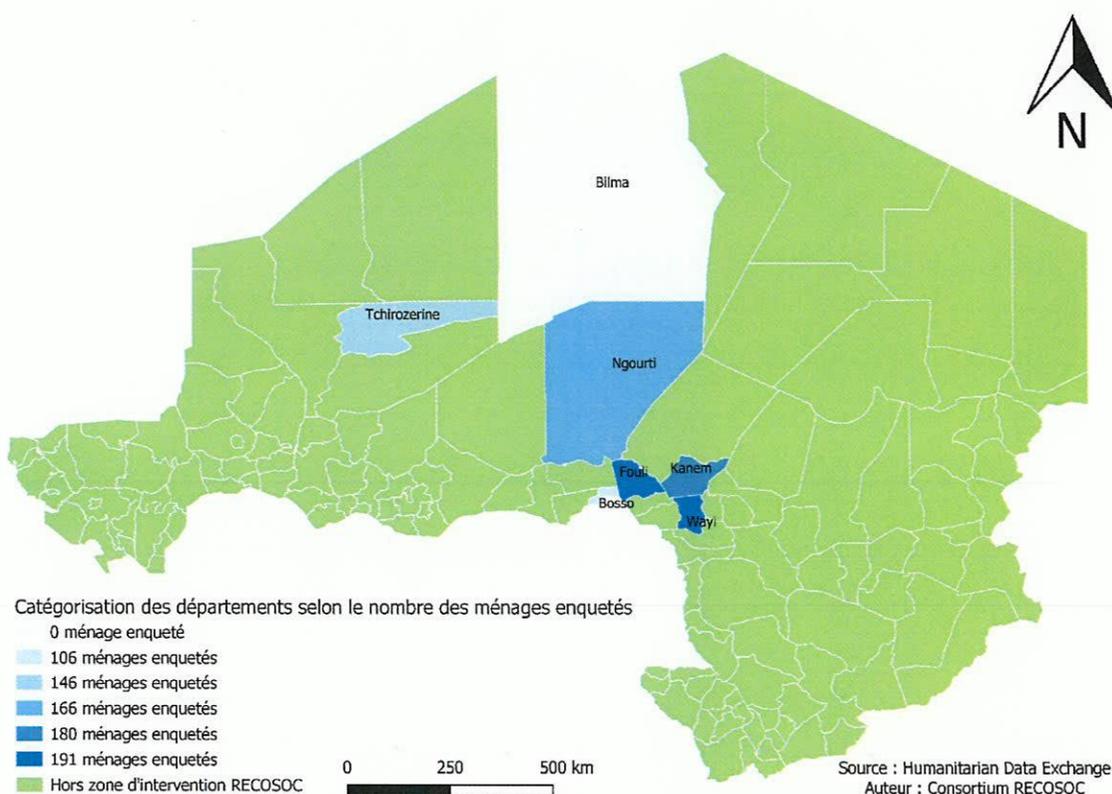


Figure 2 : Catégorisation des départements cibles selon le nombre des ménages enquêtés

#### IV. Bénéficiaires/entités affiliées, stagiaires et autre coopération

---

Pendant cette première année du projet, nous avons surtout présenté le projet à travers les ateliers de lancement, aux autorités administratives, coutumières et techniques de la zone d'intervention pour une visibilité mais aussi pour recueillir leurs impressions et suggestions pour une mise en œuvre satisfaisante des activités du projet. À travers ces rencontres, il y a eu des prises de contacts avec les autorités administratives et traditionnelles ainsi que les services déconcentrés de l'État et autres ONG intervenants dans la zone. C'est un début de relation, collaboration, et ces autorités se disent prêtes à accompagner l'équipe du projet dans la mise en œuvre des activités. Des contrats de collaboration sont également établis avec les Institutions de Microfinances (IMF) pour commencer la distribution au Tchad et au Niger.

Il est aussi à noter que dans le cadre des activités de la Cellule de l'Inter-Consortia au Niger/Tchad, des rencontres en présentiel ou téléconférence ont eu lieu à SAVEThe Children le lead de l'Inter-consortia pour la mise en place de la Cellule Inter Consortia afin de répondre aux besoins suivants : i) le besoin de mécanismes/groupe de coordination et de synergie entre les différents consortia ; (ii) le besoin d'une représentation commune / un seul interface représentant l'entièreté du programme, d'outils de suivi-évaluation-capitalisation, stratégie de plaidoyer, de communication et de reporting au niveau programmatique, (iii) la nécessité d'espaces d'échange et de partage organisé et structuré sur les difficultés, les leçons apprises et bonnes pratiques observées par les consortia,

#### V. Visibilité

---

La visibilité est assurée dans la mise en œuvre à travers les actions suivantes :

Un logo du consortium est mis à jour (suite à la rupture de contrat entre Oxfam et Solidarités Régionale avec les logos de l'UE mention Financé par l'Union Européenne, les logos de tous les partenaires sont utilisés dans tous les documents produits ;



Dans toutes les activités du projet notamment les ateliers MEAL, de Lancement du projet, de l'élaboration de la stratégie d'influence, des banderoles avec mention comme principal bailleur l'Union Européenne et ceux des membres du consortium sont confectionnées et affichées dans les lieux.

#### VI. Difficultés rencontrées et écarts

---

##### 6.1. Difficultés liées aux facteurs internes

Pour ces difficultés, l'on peut mentionner :

- Dans le cadre de ce projet, le Cash Inconditionnel n'est prévu que la première année, alors que vu l'état de fragilité des zones du projet et vulnérabilités des ménages ciblés sur les deux pays, il est impératif d'accompagner les **3136 ménages très vulnérables** au moins durant les 3 années afin que ces ménages puissent participer aux activités de résilience et prendre en compte de manière effective **l'approche NEXUS**.
- La discordance entre certains chiffres de réalisation particulièrement le nombre de bénéficiaires des opérations de transferts monétaires (CTI et CFW) qui diffère entre le budget validé et le document narratif du projet. Il est utile de les concorder pour ne pas induire des difficultés de suivi évaluation.

## 6.2. Difficultés liées aux facteurs Externes

- Le démarrage du projet a coïncidé avec la COVID19: La situation de la pandémie de Coronavirus et les mesures de confinement prises par la plupart des États a beaucoup impacté les activités de démarrage du projet, Cette situation n'a pas permis de mener opportunément les activités de ciblage conformément au Plan de travail, compromettant ainsi les activités d'urgence dans la plupart de la zone d'intervention. Les ateliers deancements officiels et techniques n'ont pas eu lieu suivant le plan de travail élaboré pour le Consortium.
- L'installation de la saison hivernale : des activités liées à la saison notamment la distribution des intrants agricoles n'ont pas été réalisés dans certaines zones. En effet, la saison des pluies durant au maximum 3 mois, s'était installée depuis plus d'un mois quand le processus de ciblage s'organisait. Pour de telles activités, le temps nous était relativement court pour permettre de déterminer de manière participative les besoins des communautés, définir la composition des différents kits, respecter les procédures d'achat, acquérir et mettre en place des biens en temps opportun. Il a été envisagé par conséquent, que l'appui soit beaucoup accentué sur les cultures maraichères et que les cultures pluviales soient reportées à la prochaine campagne d'hivernage pour permettre d'apporter cet appui en temps opportun.

La situation sécuritaire : C'est le lieu de rappeler que la volatilité de la situation sécuritaire a beaucoup perturbé les planifications de l'équipe du projet. Cette préoccupation procède du fait qu'après chaque action de ce groupe, les missions de terrain sont suspendues le temps de permettre aux autorités militaires de se réorganiser et de sécuriser la zone. Dans cette période, le GANE BH a été très actif et a notamment perpétré des attaques contre des positions militaires, des assassinats, des enlèvements, des pillages particulièrement des Centres de Santé Intégrés (CSI) et des menaces d'attaque kamikaze. Au total, en mai 46 attaques ont enregistré contre 14 au moins d'avril (Source rapport mensuel de mai sous bureau OCHA). En conséquence, le nombre de personnes déplacées s'est largement accru. Le dernier déplacement enregistré concerne environ 600 ménages qui ont quitté les sites de Kindjandi et Garin Wanzam en direction de la ville de Diffa au Niger.

D'autre part dans la région d'Agadez au Niger, la situation sécuritaire au cours du premier trimestre 2020 paraît relativement calme et propice à la mise en œuvre des activités du Projet. Cependant, le recours obligatoire aux escortes pour aller à Bilma (zone du projet) constitue également un obstacle qui risque de perturber l'exécution prompte des plannings de la mise en œuvre du projet. En effet, entre Agadez et Bilma, une seule escorte est organisée par semaine pour l'aller comme pour le retour. En plus, ces escortes connaissent souvent des annulations in extremis pour diverses raisons dont les risques sécuritaires. Cela a beaucoup impacté par exemple la réalisation de la Baseline dans cette partie de la zone du projet.

La guerre engagée par les armées Tchadienne et Nigérienne, l'instauration de l'État d'Urgence dans la zone a limité les déplacements des équipes dans les zones pendant cette période de démarrage des activités du projet.

On assiste dans ces zones à un regain d'activités du Groupe Armé Non Étatique (GANE), Boko Haram (BH), particulièrement au mois de mai, qui pourrait remettre en cause les activités en cours en plus de retard dû à la COVID19.

## VII. Perspectives

En termes de perspectives pour la deuxième année :

- Réadaptation du chronogramme de l'année 2 pour prendre en compte les activités non réalisées en année 1 (voir Plan de travail Global du projet);
- Au cours du prochain trimestre, International Alert finalisera l'analyse de sensibilité au conflit du projet, grâce à l'étude menée par les deux Conflict Advisor d'International Alert au cours des mois de Novembre et Décembre, avec la collaboration des autres partenaires du consortium. (A.4.3) ;

- Mise à jour régulière et constante de l'analyse de conflit, avec recommandations au consortium (A.4.3);

Démarrage des activités de renforcement de capacités en approche sensible au conflit pour le personnel-def du consortium (A.4.1., premier trimestre 2021) ;

- Finaliser l'élaboration de la stratégie d'influence ;
- Mettre en œuvre les activités notamment des résultats R2, R3 et R4 avec au préalable des analyses locales des conflits ;
- Une formation de l'équipe, partenaires du consortium sur les procédures de l'Union Européenne ;
- La finalisation des notes de cadrages sur le genre, mais aussi pour d'autres activités spécifiques ;

## VIII. ANNEXES

---

1. Document de gouvernance du consortium ;
2. Méthodologie de ciblage géographiques et des ménages;
3. Rapport lancement technique du projet ;
4. Rapports trimestriels (T1, T2) ;
5. Rapports de Ciblage ;
6. Rapport de la Baseline ;
7. Rapport de l'atelier MEAL ;
8. Rapport de l'atelier d'élaboration de la stratégie d'influence ;
9. Chronogramme ou Plan de Travail Global du projet ;

**Nom de la personne de contact pour l'action:**

Elkana MOOH, Directeur Pays OXFAM au Tchad

**Signature:** .....

**Lieu:** Ndjamena

**Échéance prévue du rapport:** Décembre 2019 – Décembre 2020

**Date d'envoi du rapport:** 5 Février 2021

